

NOTES CRITIQUES

Guillaume Zeller (préf. Philippe Labro), *Oran 5 juillet 1962. Un massacre oublié*, Paris, Tallandier, 2012, 221 p.

L'Algérie accède officiellement à l'indépendance le 3 juillet 1962. Afin de célébrer cet événement historique, les Algériens sont appelés à sortir en masse le 5 juillet. Dans l'ensemble du pays, l'ambiance est festive. À Oran, vers 11h55, on tire en direction de la foule. C'est le début d'une chasse à l'homme qui va durer jusqu'à 17 heures. L'insécurité est totale dans plusieurs quartiers de la ville. Le bilan est lourd : des dizaines de musulmans et d'Européens sont tués. Si en Algérie, cet événement est presque occulté, en France, il constitue un important enjeu de mémoire. C'est dans cette optique que s'inscrit donc le travail de Guillaume Zeller.

G. Zeller ne fait l'économie d'aucune hypothèse ou conjecture. Les principaux acteurs de cette journée y sont évoqués, et dans la majorité des cas, leurs rôles sont relativement bien restitués. La bibliographie est de qualité, on y retrouve la quasi-totalité des spécialistes ayant travaillé sur le sujet.

Cette construction est toutefois fragilisée par une lecture approximative d'un des aspects essentiels de cette période. Il s'agit des rouages et rapports de force au sein du FLN¹ et de l'ALN² dans un contexte régional et local, en l'occurrence l'Oranie, et cela à partir du Cessez-le-feu (19 mars 1962).

Aussi, l'histoire de l'ALN à Oran en juillet 1962 doit être disséquée à l'aune de paramètres, à la fois, nationaux, territoriaux, et internationaux. L'histoire intrinsèque d'Oran ne doit pas aussi faire l'impasse des importants enjeux de pouvoir(s), inhérents à cette séquence cruciale de l'histoire de l'Algérie contemporaine (19 mars-3 juillet 1962). En effet, il est important de relier cet événement à la crise du FLN de l'été 1962, devenue publique au lendemain du CNRA³ de Tripoli (juin), que l'auteur aborde pourtant, sans, cependant, appréhender la complexité des situations et des recompositions politiques et militaires.

Un constat : au début du mois de juillet 1962, le FLN n'existe plus en tant qu'autorité politique et morale. Il avait imposé à Tripoli. D'autres

¹ Front de libération nationale.

² Armée de libération nationale

³ Session extraordinaire du Conseil national de la Révolution algérienne (le parlement du FLN), 25 mai-6 juin 1962.

forces avaient pris le relais. La plus emblématique est celle qui se constitue autour du groupe de Ahmed Ben Bella⁴, et soutenue par l'armée des frontières, commandée par le colonel Houari Boumediene, le chef de l'EMG⁵ de l'ALN.

Les wilayas (l'ALN de l'intérieur) représentent l'autre force, qui, dans le contexte de la transition, détiennent un pouvoir réel issu de la légitimité des combats. Le gonflement de leurs effectifs, par l'apport en masse de nouvelles recrues « les marsiens », induit des bouleversements considérables sur la nature intrinsèque de l'ALN. Enfin, le GPRA⁶ ne représente plus qu'un capital symbolique.

Cette configuration politique et militaire crée une situation inédite et rend compte des logiques qui sous-tendent l'action des uns et des autres. Ben Bella est dans une position offensive, son objectif est de conforter sa légitimité par sa capacité et celle de ses alliés, à assurer la sécurité au niveau national. C'est une des conditions de la réussite de l'accord tacite convenu avec le gouvernement français, qui lui apporte son soutien face à ses rivaux. En effet, l'Oranie, et plus particulièrement, Oran constituent pour Ben Bella un enjeu primordial. La normalisation de la situation sécuritaire, politique, économique, et sociale de cette région, où le nombre d'Européens est important, s'inscrit dans un processus pacifique de prise de pouvoir, pierre angulaire de sa stratégie. C'est pour cette raison, que l'hypothèse, défendue par l'auteur, d'une responsabilité de l'ALN des frontières dans les « émeutes » du 5 juillet dans le but de prouver la faiblesse du GPRA à gérer la question du maintien de l'ordre, ne peut pas être retenue. Le GPRA est totalement discrédité ; il avait perdu la bataille de la légitimité bien avant cette date en raison de ses atermoiements face à Ben Bella. Par conséquent, elle n'est plus un acteur politique majeur dans ces événements.

C'est dans la gestion de la « cohabitation » des différentes forces militaires et pouvoirs politiques qu'il faut chercher les raisons de cette tragédie. Il s'agit d'une situation compliquée dont l'une des conséquences est la privatisation de la (fin de la) guerre et son corollaire, l'émergence des pouvoirs locaux, difficilement contrôlables. Leur autonomisation avait créé ainsi des conditions objectives favorisant le recours, par des groupes tels ceux de Mouedden Attou, à des pratiques violentes et criminelles visant notamment les Européens. La responsabilité de Attou dans les tueries et exactions sur la route de l'aéroport et aux quartiers Petit-lac et Victor-Hugo est attestée. Son groupe appartient à celui de

⁴ Plus connu sous le nom de « groupe de Tlemcen » à partir de la mi-juillet 1962.

⁵ État-major général.

⁶ Gouvernement provisoire de la République algérienne.

Djillali Benguesmia-Chadly (dit Si Abdelhamid), le principal chef des fiddayins (combattants urbains) oranais. Ironie de l'histoire, Si Abdelhamid est l'archétype du responsable légaliste, il continuera à soutenir le GPRA malgré le renversement du rapport de force à Oran en faveur de Ben Bella.

L'ALN à Oran c'est également l'engagement et le positionnement d'un homme auquel G. Zeller s'est, à juste raison, beaucoup intéressé. Il s'agit de Djelloul Nemmiche (dit Bakhti) connu pour sa participation au hold-up de la Grande poste d'Oran en 1949. Capitaine au sein de l'EMG dont les troupes sont stationnées en Tunisie et au Maroc⁷, Bakhti est nommé après le Cessez-le-feu, responsable de la Zone autonome d'Oran (la ZAO). C'est le principal interlocuteur du général Joseph Katz dans une ALN oranaise divisée. Présenter son action, au cours de cette période, comme un engagement « trouble » est une affirmation dénuée de tout fond de vérité. Katz comme Bakhti furent confrontés à un drame consubstantiel d'une fin de guerre complexe et dure. C'est la preuve qu'aucune autorité officielle, qu'elle soit française ou algérienne, n'avait préparé ou échafaudé des projets où l'indépendance serait synonyme de vengeance.

D'autres approximations sont relevées au sujet des hypothèses sur les responsables et coupables. La piste OAS⁸ est vite évacuée par l'auteur sous prétexte que les autorités officielles algériennes les auraient déchargés de toute responsabilité. C'est une affirmation non fondée.

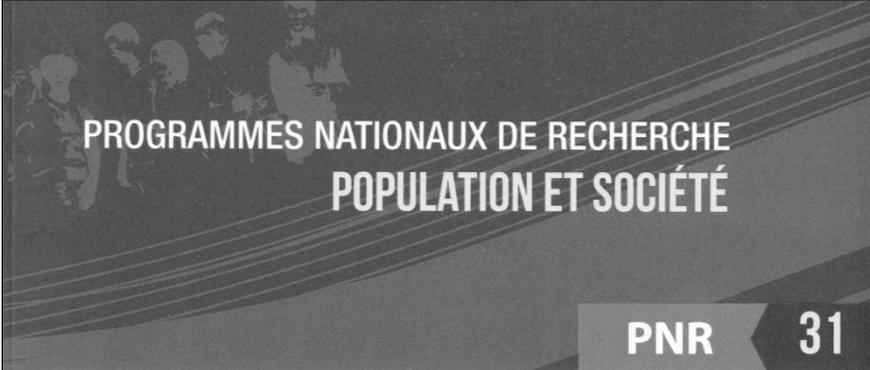
In fine, le livre de G. Zeller continue toute une série d'écrits qui contribuent à maintenir une mémoire française de la « Guerre d'Algérie », et dont le 5 juillet 1962 à Oran est, sans conteste, un des plus importants marqueurs historiques.⁹

Amar MOHAND-AMER

⁷ L'EMG avait peu d'autorité sur les wilayas, sauf sur l'Oranie, celle-ci avait son poste de commandement en 1962 à Bouarfa au Maroc.

⁸ Organisation de l'armée secrète.

⁹ Ce compte-rendu a été publié en italien dans *Passato e presente*, Rivista di storia contemporanea. *Pubblicazione quadrimestrale*. XXXII (2014), n. 94, p. 175-176 (traduction de *Andrea Brazzoduro*).



PROGRAMMES NATIONAUX DE RECHERCHE
POPULATION ET SOCIÉTÉ

PNR

31

POPULATION ÂGÉE EN ALGERIE: DYNAMIQUE ET TENDANCE

Réalisé par

CHERIF Assia

OUADAH Rebrab Saliha

BEDROUNI Mohammed

BOULFAKHAR Nacer



Editions

DGRSDT
CRASC